

La fuite en Occident de la fille de Staline

LIVRE • Au terme d'une recherche très fouillée, le journaliste Jean-Christophe Emmenegger replace l'exile de la fille de Staline, Svetlana Allilouïeva, dans le contexte de la guerre froide.

Il s'agit de l'histoire de Svetlana Allilouïeva. Celle-ci, née en 1926, est la fille du dictateur soviétique et de son épouse Nadedja Allilouïeva. Adorée par son père, elle se détache cependant de lui lorsque par hasard, à l'âge de seize ans, elle apprend le suicide de sa mère en 1932, qui lui avait toujours été caché. A la mort de Staline, elle prend le nom de celle-ci. Femme intelligente, elle présente cependant une personnalité instable, voire névrotique et quelque peu déséquilibrée psychologiquement. Elle multiplie les mariages et les déceptions amoureuses. Politiquement, elle se détourne de plus en plus du régime et de l'URSS, qu'elle considère comme un «monde carcéral». Ayant obtenu un visa pour aller en Inde immerger dans le Gange les cendres de son dernier mari en date, elle peut, le 20 décembre 1966, sortir d'Union soviétique. Habitée par des tendances mystiques, elle souhaiterait recevoir l'asile en Inde. Mais le gouvernement indien, qui entretient de bonnes relations avec l'URSS, n'en veut absolument pas! Elle trouve alors refuge à l'ambassade des Etats-Unis. Mais le gouvernement américain du président Johnson montre beaucoup de réticence à l'accueillir. Après la période extrêmement tendue liée à la crise des fusées à Cuba (1962), on se trouve alors dans une phase de détente dans la guerre froide. Les deux superpuissances sont sur le point de ratifier des accords.

Accord secret Suisse-USA

Les Etats-Unis demandent de façon insistante à la Suisse d'accueillir Svetlana. Mais le gouvernement helvétique se montre lui aussi très réservé. Il ne veut pas remettre en question l'amélioration de ses rapports avec l'URSS et d'intéressantes perspectives commerciales avec l'Est. Finalement, au terme de laborieux échanges diplomatiques, un accord secret est signé entre les Etats-Unis et la Suisse. Cette dernière recevra Svetlana de manière provisoire, en «touriste», puis elle pourra gagner l'Amérique. Après une rencontre à Rome entre la fugitive et des agents de la CIA, dans le plus pur style



Au-delà de son cas personnel, l'«affaire Svetlana» dévoile des pans méconnus de la guerre froide et des relations complexes entre les Etats-Unis et l'URSS.

James Bond, celle-ci effectue le vol vers Genève le 11 mars 1967. Toute déclaration politique lui est interdite. De plus, les autorités fédérales veulent éviter tout contact entre elle et la presse. La Police fédérale va donc la cacher dans des planques successives, qui devront rester résolument secrètes, et notamment ne pas être connues des journalistes. Une interview d'elle, la propre fille de Staline, serait un formidable scoop! Elle logera d'abord au Beatenberg, une station touristique de l'Oberland bernois, puis à Oberhofen, sur les bords du lac de Thoune, ensuite dans un couvent de clarisses en Singine fribourgeoise, enfin dans un monastère en pleine ville de Fribourg. Tous les frais sont du ressort du Département politique fédéral

(aujourd'hui Département fédéral des affaires étrangères). Svetlana Allilouïeva détient une petite bombe: un manuscrit intitulé *Vingt Lettres à un ami*, très critique envers le régime soviétique. Pour ne pas aliéner ses relations avec l'URSS, le Conseil fédéral refuse absolument qu'il soit publié lors du séjour de Svetlana en Suisse. Décidément, l'exilée gêne tout le monde par sa seule existence!

Le cas de Svetlana est perçu comme de grande importance, si bien qu'un prestigieux diplomate américain, George Kennan, se déplace en Suisse pour en discuter. C'est lui qui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, a inspiré la politique d'«endiguement» de l'URSS que mettra en œuvre le président Truman. Quant au gouverne-

ment soviétique, il juge «inamical» l'accueil de Svetlana en Suisse. Certains témoignages, difficiles à vérifier, montrent qu'une opération du KGB n'est pas exclue pour faire taire la dissidente. Par ailleurs, l'URSS tente de la discréditer en la présentant comme une déséquilibrée, une nymphomane, une malade mentale...

Le «livre du siècle»

Un flot de correspondance déferle sur Svetlana, via le Palais fédéral. Des maisons d'édition et des journaux du niveau du *Washington Post*, de *Life* ou encore *Stern* offrent des sommes colossales pour s'assurer les droits du manuscrit: 500 000 dollars ne semblent pas trop pour publier le «livre du siècle»! Emmanuel d'Astier de la

Vigier, célèbre résistant, chef du mouvement Libération-Sud et compagnon de route du PCF surnommé le «baron rouge», qui connaît Svetlana, tente de faire paraître l'ouvrage en France, mais sans succès. Comme progressiste, il essaie aussi de dissuader Svetlana de gagner les Etats-Unis, alors en pleine guerre du Vietnam. Est-il besoin de dire qu'il est abondamment «fiché» en Suisse par la Police fédérale? Finalement, 1,5 million de dollars américains seront versés à l'auteure pour son manuscrit.

Au terme de son séjour provisoire dans notre pays, Svetlana Allilouïeva s'envole pour les Etats-Unis le 21 avril 1967. Mais, répétons-le, USA et URSS ne veulent pas gâcher le timide réchauffement de leurs relations. Le Département d'Etat américain a donc assuré à Moscou qu'aucune exploitation politique ne serait faite de son cas. On voit donc que, dans toute cette affaire, c'est la raison d'Etat qui a primé.

Une mort dans l'indigence

La dernière partie de la vie de Svetlana Allilouïeva aux Etats-Unis sera assez triste. Elle dilapide rapidement l'argent gagné. Un nouveau mariage est suivi d'un nouveau divorce. Elle connaît des problèmes de boisson et sombre dans le mysticisme. Déçue par l'Occident, elle retourne en 1984 vivre deux ans en URSS, puis regagne les Etats-Unis. Mais après la chute de l'URSS elle n'intéresse plus personne. Elle décède en 2011 indigente et à l'assistance publique.

Au-delà de son cas personnel, l'«affaire Svetlana» dévoile des pans méconnus de la guerre froide et des relations complexes entre les Etats-Unis et l'URSS, ainsi que la position délicate de la Suisse entre les deux blocs. Malgré les défauts de ce livre qui se perd parfois un peu dans les détails, il faut saluer le travail d'historien extrêmement sérieux qu'a accompli son auteur, notamment en compulsant les Archives fédérales.

Pierre Jeanneret

Jean-Christophe Emmenegger, «Opération Svetlana». Les six semaines de la fille de Staline en Suisse, Genève, Slatkine, 2018, 398 p.

Coopérer ou collaborer?

ESSAI • Dans son dernier livre, l'économiste Éloi Laurent plaide pour des institutions sociales tournées vers la coopération.

C'est un lieu commun de notre époque hyperconnectée: le «collaboratif» serait devenu une sorte de valeur suprême, indiscutable. Or, sommes-nous bien certains de ce que nous rangeons derrière ce terme? «Si l'on collabore pour faire, on coopère pour savoir», estime Éloi Laurent, qui s'attache à montrer, dans un essai percutant, ce que l'espèce humaine doit justement à la coopération. Est rappelée, entre autres, la remarquable alliance de scientifiques de dix-huit pays qui a conduit, au début des années 2000, après quinze années de recherches, au décryptage du génome humain. Alors que le règne de la collaboration prend notamment, dans le monde de l'entreprise, le visage du «management collaboratif», dont l'économiste souligne combien il «étouffe l'autonomie des salariés». La «crise de la coopération» se manifesterait aussi par une «épidémie de solitude» (ne pas confondre connexion numérique et connexion sociale), par une «guerre contre le temps» (temps long

et temps de loisir) et, surtout, par les comportements sécessionnistes des plus fortunés et des multinationales, adeptes de l'évasion fiscale. Pour Éloi Laurent, la «non-coopération (...) n'existe que parce que des institutions la rendent possible et des autorités refusent de la sanctionner». L'heure est donc à la reconstruction d'institutions dévouées aux biens communs (services publics, infrastructures collectives...), assorties de sanctions pour ceux qui profitent de ces derniers sans contribuer à leur fonctionnement. Seul bémol: là où l'on aurait attendu une réflexion sur la construction du rapport de forces social capable de porter une telle démarche, l'auteur préfère en appeler à une reconquête de nos «imaginaires», quelque peu abstraite. L'ensemble n'en est pas moins stimulant. ■

Laurent Etre

Éloi Laurent *L'Impasse collaborative. Pour une véritable économie de la coopération*, Les Liens qui libèrent.

Paru dans *L'Humanité*

Un recul des dogmes libéraux

ESSAI • Dans son ouvrage, Gilles Raveaud montre en quoi les économistes «experts» sont obligés de corriger leur vue.

Il y a bien des alternatives aux politiques libérales! Pour Gilles Raveaud, maître de conférences en économie à l'université Paris-VIII, «le monde a changé» depuis dix ans. Pour preuve, ce que nous disent un ensemble de travaux produits par les organismes officiels et leurs experts, du FMI à l'OCDE, qu'il faut relire avec un œil plus attentif. Plonger dans ces recherches des économistes, dans ces gros rapports des institutions internationales peu enclines à la contestation, permet de mesurer le recul des dogmes libéraux. Selon Gilles Raveaud, il est désormais courant de relever les constats suivants: il y a trop d'inégalités, trop de finance, les salaires ne progressent pas assez, il faut plus d'investissements publics, il faut lutter contre les paradis fiscaux et promouvoir la bataille contre le changement climatique. Faire la synthèse, organisée, pédagogique, accessible, de ces critiques bienvenues, un peu tardives sans doute, était indispensable. D'autant qu'elles dessinent en creux les contours d'une politique progressiste. D'où l'enjeu de la mise en valeur de ce qui

a bougé dans la sphère de l'expertise et qui donne des armes intellectuelles pour définir une autre politique économique: une mondialisation régulée; une finance qui se met au service de l'économie en faisant reculer la fraude fiscale et les lobbies; un développement de la politique industrielle nationale; une politique sociale pour faire reculer le chômage; une réduction des inégalités; la sortie du «tout-croissance». Tout cela devant permettre de suivre une voie progressiste et écologique. On peut sans doute discuter de l'optimisme de l'auteur. On peut aussi s'interroger sur une stratégie qui laisserait de côté la bataille pour une transformation de l'Europe. Reste la question de savoir si une posture conséquente contre le libéralisme ne suppose pas de mettre en cause la logique capitaliste de l'accumulation et de la course au profit. Ces réserves n'ont nullement l'intérêt du travail présenté. ■

Jean-Christophe Le Duigou

Gilles Raveaud, *Économie: on n'a pas tout essayé!* Seuil.

Paru dans *L'Humanité*